



Organisation
internationale
du Travail

Observatoire de l'OIT, 1ère édition

Le COVID-19 et le monde du travail: Répercussions et réponses

18 mars 2020

Cette note présente l'évaluation préliminaire par l'OIT des possibles répercussions du COVID-19 sur le monde du travail et propose un éventail de solutions pour atténuer cet impact et favoriser une reprise forte et rapide.

Compte tenu de l'évolution rapide de la situation, elle sera mise à jour dès que de nouvelles données et informations seront disponibles.

Pour des demandes d'interviews, merci de contacter: newsroom@ilo.org

Consultez régulièrement les mises à jour des mesures prises par le monde du travail face à la crise du COVID-19.

▶ ilo.org/global/topics/coronavirus



1. Situation actuelle: Pourquoi les marchés du travail sont-ils importants?

La pandémie du COVID-19, qui a d'ores et déjà affecté près de 170 000 personnes dans 148 pays, provoquant plus de 6 500 décès¹, pourrait toucher une bonne partie de la population mondiale. Certaines estimations laissent penser qu'entre 40 et 70 pour cent de la population mondiale pourrait être infectée².

La crise s'est déjà transformée en choc pour l'économie et le marché du travail, affectant non seulement l'offre (production de biens et services) mais aussi la demande (consommation et investissement). Les perturbations de la production ont d'abord touché l'Asie et s'étendent maintenant aux chaînes d'approvisionnement du monde entier. Toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, sont confrontées à de graves difficultés, surtout dans les secteurs de l'aviation, du tourisme et de l'hôtellerie, avec une menace réelle de pertes de revenus considérables, de faillites et de pertes d'emploi dans certains secteurs d'activité. La poursuite des activités opérationnelles sera particulièrement difficile pour les PME. Suite aux interdictions de voyager, à la fermeture de frontières et aux mesures de quarantaine, les travailleurs sont souvent empêchés de se rendre sur leur lieu de travail ou de s'acquitter de leurs tâches, ce qui a des répercussions sur les revenus, en particulier ceux des travailleurs précaires et informels. Dans de nombreuses économies, les consommateurs sont dans l'incapacité de se procurer des biens et des services ou réticents à le faire. Dans ce contexte d'incertitude et de peur, les entreprises ont tendance à retarder leurs investissements, leurs achats de fournitures ou l'embauche de travailleurs.

Les perspectives économiques et la qualité et la quantité d'emplois se détériorent rapidement. Si les prévisions actualisées varient considérablement – et sous-estiment largement la situation – elles indiquent toutes d'importants effets négatifs sur l'économie mondiale, au moins pour le premier semestre 2020. Ces données inquiétantes laissent de plus en plus augurer une récession économique mondiale.

Des réponses politiques rapides et coordonnées doivent absolument être élaborées au niveau national et mondial, avec un leadership multilatéral fort, pour limiter les effets sanitaires directs du coronavirus sur les travailleurs et leurs familles, tout en atténuant les répercussions économiques indirectes dans l'ensemble de l'économie mondiale. Protéger les travailleurs et leurs familles du risque d'infection doit être une propriété absolue.

¹ Chiffres du 16 mars, Tableau de bord de l'Université Johns Hopkins (Center for Systems Science Engineering), <https://gisanddata.maps.arcgis.com/apps/opsdashboard/index.html#/bda7594740fd40299423467b48e9ecf6>

² Baldwin, R. et B.W. Di Mauro 2020. Economics in the Time of COVID-19. CEPR. <https://voxeu.org/content/economics-time-covid-19>

Les mesures axées sur la demande visant à protéger ceux qui subissent des pertes de revenus en raison de l'infection ou d'une activité économique réduite sont essentielles pour stimuler l'économie. La protection des revenus atténue aussi les réticences à révéler une éventuelle infection, en particulier dans les groupes de travailleurs à bas revenus déjà défavorisés.

Des réformes politiques et institutionnelles approfondies sont également nécessaires pour renforcer une reprise axée sur la demande et conforter la résilience grâce à des systèmes de protection sociale robustes et universels, qui agissent comme des stabilisateurs économiques et sociaux automatiques face aux crises. Cela contribuera aussi à restaurer la confiance dans les institutions et les gouvernements.

Le dialogue social tripartite entre les gouvernements et les organisations de travailleurs et d'employeurs est un outil essentiel pour développer et mettre en place des solutions durables, de l'échelon communautaire à l'échelle mondiale. Cela exige des organisations de partenaires sociaux indépendantes et démocratiques.

La Grande récession et d'autres crises ont montré que nous ne pouvons prévenir le risque d'une dynamique baissière sans issue qu'au moyen de mesures politiques énergiques, coordonnées, à grande échelle.

2. Répercussions: Comment le COVID-19 va-t-il affecter le monde du travail?

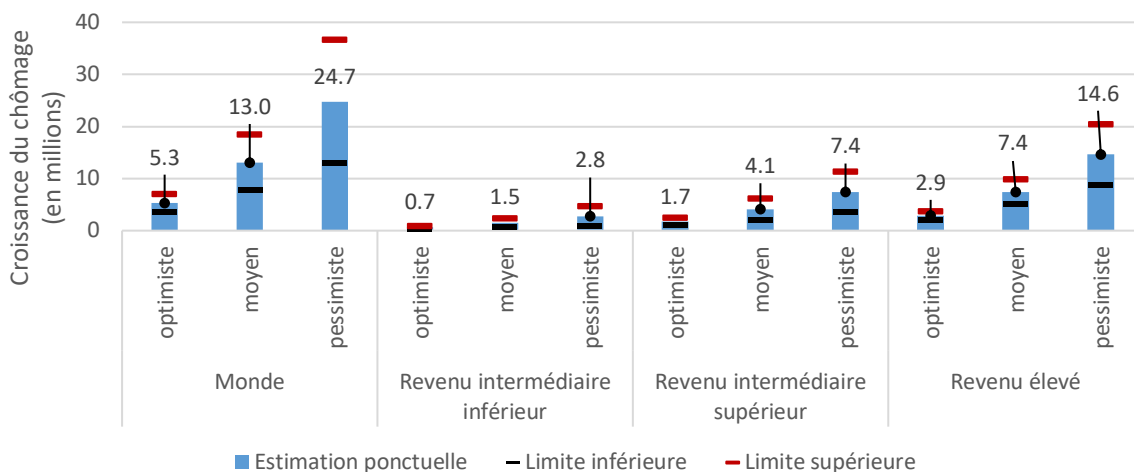
Le COVID-19 aura des incidences profondes sur les performances des marchés du travail. Au-delà de la question urgente de la santé des travailleurs et de leurs familles, le virus et les chocs économiques qui en découlent auront des répercussions de trois ordres sur le monde du travail: 1) la quantité d'emplois (à la fois le chômage et le sous-emploi); 2) la qualité du travail (par exemple, salaires et accès à la protection sociale); et 3) les effets sur des groupes particuliers qui sont plus vulnérables face aux mauvaises performances du marché du travail.

Incidence sur le chômage et le sous-emploi dans le monde

Les premières estimations de l'OIT indiquent une hausse significative du chômage et du sous-emploi dans le sillage du virus. Sur la base de différents scénarios relatifs à l'impact du COVID-19 sur la croissance du PIB mondial (voir annexe I), les estimations préliminaires de l'OIT montrent une augmentation du chômage mondial variant de 5,3 millions (scénario «optimiste») à 24,7 millions (scénario «pessimiste») à partir d'un niveau de référence de 188 millions en 2019. Le scénario «moyen» laisse présager une hausse de 13 millions (7,4 millions dans les pays à revenu élevé). Si ces estimations demeurent hautement incertaines, tous les chiffres convergent

vers une hausse substantielle du chômage mondial. Par comparaison, la crise financière mondiale de 2008-09 avait fait augmenter le chômage de 22 millions.

Figure 1: Impact d'une baisse de la croissance mondiale sur le chômage selon trois scénarios, dans le monde et par groupes de revenus (en millions)



Note: Les chiffres montrent l'impact prévu sur le chômage selon trois scénarios de croissance du PIB simulés par McKibbin et Fernando (2020). La marge d'erreur représente la plage d'incertitude découlant du modèle de projection du chômage mais tient compte du scénario de croissance de PIB donné.

Le sous-emploi devrait également augmenter à grande échelle. Comme on a pu le voir lors de crises antérieures, le choc subi par la demande de travail va probablement se traduire par d'énormes ajustements à la baisse des salaires et de la durée du travail. Si l'emploi indépendant n'est généralement pas sensible aux ralentissements économiques, il agit comme une solution «par défaut» pour survivre ou préserver son revenu – souvent dans l'économie informelle. Pour cette raison, l'emploi informel tend à augmenter pendant les crises. Cependant, les restrictions actuelles à la circulation des personnes et des biens peuvent freiner ce type de mécanisme d'adaptation.

Le déclin de l'activité économique et les contraintes pesant sur la circulation des personnes ont une incidence sur l'industrie manufacturière et les services. Les données les plus récentes montrent que le total de la valeur ajoutée des entreprises industrielles a chuté de 13,5 pour cent en Chine pour les deux premiers mois de 2020³. Les chaînes d'approvisionnement régionales et mondiales ont été perturbées. Le secteur des services, le

³ Bureau national des statistiques de Chine http://www.stats.gov.cn/english/PressRelease/202003/t20200316_1732244.html

tourisme, les voyages et le commerce de détail sont particulièrement fragiles. Une première évaluation du Conseil mondial du voyage et du tourisme (WTTC) prévoit une chute des arrivées internationales jusqu'à 25 pour cent en 2020 qui mettrait en danger des millions d'emplois.

Implications pour les revenus du travail et la pauvreté au travail

L'offre de travail décline du fait des mesures de quarantaine et d'une baisse de l'activité économique. A ce jour, une estimation préliminaire (au 10 mars) laisse penser que les travailleurs infectés ont déjà perdu près de **30 000 mois de travail**, avec les pertes de revenu qui s'en suivent (pour les travailleurs non protégés). **L'impact sur l'emploi entraîne de larges pertes de revenu pour les travailleurs.** Les pertes globales de revenu du travail devraient se situer **entre 860 et 3 440 milliards de dollars**. La perte de revenus du travail va se traduire par une plus faible consommation de biens et de services, ce qui est préjudiciable à la **pérennité des entreprises** et à la résilience des économies.

Tableau 1: Déclin estimé des revenus du travail et hausse de la pauvreté extrême et modérée au travail (< à 3,20 \$ par jour, PPA), 2020

Groupe de revenu	Optimiste	Moyen	Pessimiste
Revenus du travail (en milliards de dollars)	-860	-1,720	-3,440
Pauvreté extrême et modérée au travail (en millions)			
Monde	8.8	20.1	35.0
Faible revenu	1.2	2.9	5.0
Revenu intermédiaire inférieur	3.7	8.5	14.8
Revenu intermédiaire supérieur	3.6	8.3	14.5

Note: Les estimations de la pauvreté au travail se rapportent à un seuil de grande pauvreté (moins de 3,20 \$ en PPA) pour 138 pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Cette analyse exclut les effets potentiels sur la pauvreté au travail dans les pays à revenu élevé.

La pauvreté au travail devrait aussi augmenter de manière significative. La tension qui s'exerce sur les revenus en raison du déclin de l'activité économique aura des effets dévastateurs sur les travailleurs qui sont proches ou en-dessous du seuil de pauvreté. Les effets du virus sur la croissance utilisée pour les estimations de chômage ci-dessus suggèrent qu'il pourrait y avoir 8,8 millions de travailleurs pauvres de plus dans le monde que prévu à l'origine (c'est-à-dire un recul global de 5,2 millions de travailleurs pauvres en 2020 contre un recul estimé à 14 millions avant le COVID-19). Dans le cadre des scénarios moyen et pessimiste, il y

aurait entre 20,1 et 35,0 millions de travailleurs pauvres de plus que dans l'estimation faite pour 2020 avant le COVID-19⁴.

Qui sont les plus vulnérables?

Les épidémies et les crises économiques peuvent avoir un impact disproportionné sur certains segments de la population, ce qui peut provoquer une aggravation des inégalités⁵. En fonction de l'expérience passée, des informations dont nous disposons actuellement sur la crise du COVID-19 et des réflexions sur les crises précédentes, on peut identifier plusieurs groupes:

- Les personnes ayant des problèmes de santé sous-jacents et les personnes âgées ont le plus fort risque de développer de graves problèmes de santé.
- Les jeunes, qui connaissent déjà de forts taux de chômage et de sous-emploi, sont plus vulnérables à la baisse de la demande de main-d'œuvre, comme l'a montré la crise financière mondiale. Les travailleurs âgés peuvent aussi souffrir de fragilité économique. Après l'épidémie de MERS, on a constaté que les travailleurs âgés étaient davantage susceptibles que les individus d'âge très actif de connaître des taux plus élevés de chômage et de sous-emploi, ainsi qu'une réduction des heures travaillées⁶.
- Les femmes sont surreprésentées dans les secteurs les plus touchés (comme les services) ou dans les professions qui sont en première ligne pour gérer l'épidémie (les infirmières par exemple). L'OIT estime qu'à travers le monde 58,6 pour cent des employées travaillent dans le secteur des services, contre 45,4 pour cent des hommes. Les femmes ont aussi moins accès à la protection sociale et vont assumer une part disproportionnée de l'économie des soins, en cas de fermeture des écoles ou des systèmes de garde (OIT, 2018)⁷.
- Les travailleurs non protégés, dont les travailleurs indépendants, les travailleurs précaires et ceux de l'économie des petits boulots, risquent d'être frappés de manière disproportionnée par le virus puisqu'ils n'ont pas accès aux dispositifs de congé maladie et de congés payés, et sont moins protégés par les mécanismes conventionnels de protection sociale et autres formes de stabilisation des revenus.
- Les travailleurs migrants sont particulièrement vulnérables aux répercussions de la crise du COVID-19 qui entravent à la fois leur capacité à rejoindre leur lieu de travail dans les pays de destination et à rentrer dans leurs foyers.

⁴ Ces estimations sont incertaines dans la mesure où l'on ne sait pas vraiment comment les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire seront affectés. Si le virus affecte ces économies de la même manière, l'incidence sur la pauvreté au travail sera beaucoup plus forte.

⁵ Voir par exemple Lee, A. et J. Cho, 2016. The impact of epidemics on labor market: Identifying victims of the Middle East Respiratory Syndrome in the Korean labour market. *International Journal for Equity in Health*. 2016; 15: 196.

⁶ Lee and Cho 2016 (ibid).

⁷ Prendre soin d'autrui: un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Genève, BIT, 2019

3. Réponses: Quelles sont les stratégies susceptibles d'atténuer les effets du COVID-19 sur le monde du travail?

En période de crise, les normes internationales du travail constituent une base solide pour élaborer des réponses stratégiques, axées sur le rôle crucial du travail décent en vue d'une reprise équitable et durable. Ces normes, adoptées par les représentants des gouvernements et des organisations d'employeurs et de travailleurs, fournissent une approche de la croissance et du développement centrée sur l'humain, notamment en actionnant des leviers politiques qui stimulent la demande tout en protégeant les travailleurs et les entreprises⁸.

Les réponses politiques doivent privilégier deux objectifs immédiats: les mesures de protection sanitaire et le soutien économique, tant du côté de l'offre que de celui de la demande.

- Premièrement, les travailleurs et les employeurs et leurs familles doivent être protégés des risques sanitaires liés au COVID-19. Des mesures protectrices doivent être mises en place et renforcées en milieu de travail et dans la population générale; elles nécessitent des financements et des investissements publics à grande échelle.
- Deuxièmement, des efforts de grande ampleur, coordonnés, doivent être déployés en temps opportun pour fournir un soutien à l'emploi et aux revenus et pour stimuler l'économie et la demande de main-d'œuvre. Ces mesures ne protègent pas seulement les entreprises et les travailleurs contre les pertes immédiates d'emploi et de chiffre d'affaires, mais elles préviennent aussi un enchaînement de chocs sur l'offre (par exemple, les pertes de capacités productives des travailleurs) et sur la demande (par exemple, en freinant la consommation parmi les travailleurs et leurs familles) qui pourrait conduire à une récession économique prolongée.

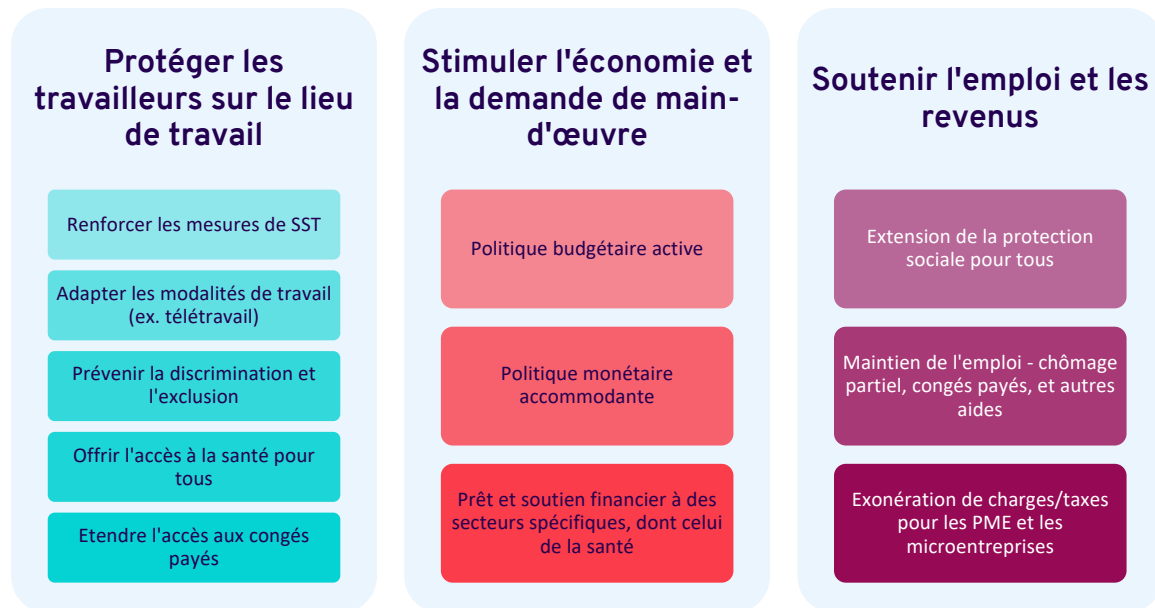
Des mesures proactives, intégrées et de grande ampleur doivent être prises dans tous les domaines si l'on veut obtenir des retombées fortes et durables. Comme la crise évolue rapidement, un suivi attentif des effets directs et indirects de toutes les interventions est essentiel pour s'assurer que les réponses politiques sont pertinentes et le restent.

Renforcer la confiance grâce au dialogue est crucial pour l'efficacité des mesures politiques. Surtout en période de tensions sociales exacerbées et de perte de confiance dans les institutions, renforcer le respect et la confiance dans les mécanismes de dialogue social constitue une bonne base pour favoriser l'engagement des employeurs et des travailleurs dans

⁸ Les principales leçons tirées des crises antérieures, y compris la crise financière mondiale et celles du SARS/MERS sont exposées en Annexe II.

une action commune avec les gouvernements. Le dialogue social à l'échelon de l'entreprise est tout aussi décisif.

Cadre stratégique: Trois axes prioritaires pour lutter contre le COVID-19 fondés sur les normes internationales du travail



Protéger les travailleurs sur leur lieu de travail afin de minimiser les effets directs du coronavirus, conformément aux recommandations et aux lignes directrices de l'OMS⁹.

- Améliorer les mesures de SST, y compris la distanciation sociale, la fourniture d'équipements de protection (en particulier pour les personnels médicaux et paramédicaux, les bénévoles et les autres personnes en contact permanent avec du public) et les procédures d'hygiène, et introduire des formes d'organisation du travail alternatives (encouragées par des campagnes d'information et de sensibilisation) à travers un dialogue social entre employeurs et travailleurs et leurs représentants, en utilisant par exemple les comités de SST;
- Encourager des modalités de travail flexibles appropriées, comme le télétravail;
- Prévenir la discrimination et l'exclusion liées au COVID-19;
- Améliorer l'accès universel à des services de santé pour tous, financés par la collectivité, y compris pour les travailleurs non assurés et leurs familles;
- Élargir l'accès aux congés maladie rémunérés, à des prestations maladie, à des congés pour les parents/les aidants financés par la collectivité, afin de garantir la sécurité du revenu pour

⁹ <https://www.who.int/docs/default-source/coronaviruse/covid-19-sprp-unct-guidelines.pdf>

ceux qui sont malades, en quarantaine ou s'occupent de leurs enfants, de personnes âgées ou d'autres membres de leur famille.

Stimuler l'économie et la demande de main-d'œuvre grâce à des politiques économiques et d'emploi visant à stabiliser l'activité économique.

- Une politique budgétaire active, en particulier des mesures de protection sociale, y compris des transferts ciblés et des stabilisateurs automatiques, comme les allocations chômage, associées à des investissements publics et des exonérations d'impôts pour les bas revenus et pour les PME et les microentreprises;
- Une politique monétaire accommodante (réduction des taux d'intérêt, assouplissement des taux de réserve, offre ciblée de liquidités);
- Prêts et aides financières ciblés sur des secteurs spécifiques en vue de protéger les entreprises, notamment les PME et les microentreprises. Investir dans les systèmes de santé est crucial pour renforcer la résilience au COVID-19 mais offre aussi l'occasion de créer des emplois décents.

Protéger l'emploi et les revenus des entreprises et des travailleurs qui subissent les effets indirects (fermeture d'usines, perturbation des chaînes d'approvisionnement, interdiction de voyager, annulation des manifestations publiques, etc.).

- La protection sociale, à travers les mécanismes existants ou des paiements ponctuels pour les travailleurs, y compris pour les travailleurs indépendants, informels, précaires, saisonniers et migrants (par exemple, en donnant accès aux prestations de chômage, à l'aide sociale et aux programmes d'emplois publics);
- Les dispositifs de maintien de l'emploi, y compris les dispositifs de chômage partiel et d'autres aides ponctuelles aux entreprises, comme des subventions salariales [et des réductions *temporaires* des taxes sur les salaires/des exemptions de cotisations sociales], l'octroi de congés payés et l'extension des droits à prestation aux travailleurs, ainsi que des congés et des bourses de formation et dispositifs connexes;
- Des allègements d'impôts et de charges financières assortis de délais et des mesures de stabilisation des revenus pour soutenir la poursuite des activités des entreprises, en particulier des PME et des microentreprises, et des travailleurs indépendants (par exemple, subventions, médiation/refinancement de crédit pour surmonter les difficultés de trésorerie).

4. Des pays qui agissent: Comment les pays ont-ils répondu?

Certains pays ripostent déjà. Pendant la phase initiale de l'épidémie du COVID-19, plusieurs pays ont mis en place des mesures énergiques pour lutter contre la propagation de la maladie, tout en réduisant son effet pernicieux sur l'économie et le marché du travail autour de trois



axes: protéger les travailleurs sur leur lieu de travail, stimuler l'économie et la demande de main-d'œuvre et soutenir l'emploi et les revenus (Tableau 3)¹⁰.

Tableau 3: Sélection d'exemples de mesures prises en réponse au COVID-19

**Protéger les
travailleurs
sur leur lieu
de travail**

Modalités de travail, y compris le télétravail:

Le télétravail et le travail en horaires décalés sont instaurés dans de nombreux pays, au niveau national ou à l'échelon du lieu de travail. Afin de promouvoir le télétravail, l'Italie et le Japon ont fourni un appui financier et simplifié les procédures.

Accès élargi au congé maladie rémunéré

Des dispositions relatives au **congé maladie rémunéré** sont présentes dans de nombreux pays pour les travailleurs qui tombent malade ou sont en quarantaine. En Chine, le gouvernement a ordonné le versement des salaires aux travailleurs incapables de travailler pour cause de maladie ou de quarantaine. L'Irlande, Singapour et la Corée du Sud ont mis à disposition des travailleurs indépendants un congé maladie rémunéré, tandis qu'au Royaume-Uni, les indemnités journalières pour maladie seront versées aux personnes diagnostiquées ou en autoconfinement dès le premier jour, sans le délai de carence habituel de trois jours.

Conseils en matière de SST:

Des conseils sur les mesures de SST à prendre sur les lieux de travail et des réponses aux préoccupations des employeurs et des travailleurs sont fournis grâce à des services d'assistance téléphonique, des sites web dédiés, et à la diffusion de matériels d'information. La Fédération des entreprises japonaises (Keidanren) a soumis un questionnaire à ses entreprises adhérentes sur les mesures prises sur les lieux de travail contre la propagation du COVID-19, tandis que la Confédération syndicale japonaise Rengo ouvrait des services spécialisés d'assistance téléphonique.

Prévention de la discrimination et de l'exclusion:

La stigmatisation, la discrimination et l'exclusion sont combattues par différentes méthodes dans de nombreux pays. Au Japon, où les

¹⁰ La réponse politique évolue rapidement et l'inventaire des actions menées sera régulièrement mis à jour.



professionnels de santé ont signalé des cas de harcèlement liés au COVID-19, le ministère de la Justice a créé une page web avec des liens vers des services d'assistance téléphonique pour les problèmes d'intimidation et de harcèlement.

Autres mesures:

Les autres mesures de protection comprennent des **services de garde pour les parents qui travaillent dans presque tous les pays où les écoles et les crèches sont fermées**. Au Japon, la CSJ-RENGO facilite l'accès aux garderies postsecondaires pour soutenir les parents actifs en cas de fermeture des écoles, alors qu'une aide a été annoncée pour les entreprises dont les employés ont besoin d'embaucher des gardes d'enfant. En Italie, on distribue des bons à cet effet, comme alternative à la prise de congé pendant la fermeture des écoles maternelles. Dans certaines régions d'Allemagne, le gouvernement a alloué des moyens aux personnes proposant des gardes d'enfants ponctuelles.

**Stimuler
l'économie et
la demande
de main-
d'œuvre**

Politique budgétaire active et politique monétaire accommodante:

En Australie, au Canada, en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni et aux États-Unis, les banques centrales ont réduit **leurs taux d'intérêt**. Le gouvernement sud-coréen a annoncé un fonds de soutien spécial avec un budget de 20 000 milliards de wons sud-coréens pour 2020. L'Italie a introduit des exemptions fiscales et des exonérations de cotisations de sécurité sociale, ainsi que le report des échéances pour le remboursement des prêts.

Prêts et soutien financier à des secteurs spécifiques, dont le secteur de la santé:

Un soutien financier à des secteurs spécifiques a été annoncé dans de nombreux pays. En Chine, le gouvernement a mis sur pied des facilités de crédit subventionnées à hauteur de 300 milliards de yuans pour les producteurs de masques et autres articles sanitaires. Au Royaume-Uni, 5 milliards de livres ont été alloués au Service national de santé (NHS), tandis qu'en Irlande, le gouvernement allouait 435 millions d'euros au système de santé publique (HSE). En Corée du Sud, le tourisme et d'autres secteurs durement touchés ont été identifiés pour recevoir des subventions accrues et un soutien prolongé. La France et l'Allemagne ont annoncé une approche globale pour soutenir tous les secteurs qui sont affectés. L'Allemagne a annoncé des prêts «sans limite» pour les entreprises.



**Soutenir
l'emploi et
les revenus**

Accords sur la réduction du temps de travail et l'indemnisation:

Les dispositifs de réduction du temps de travail sans perte de rémunération/d'indemnisation du chômage partiel, qui permettent de rémunérer les travailleurs pour les heures non travaillées, ont été élargis et/ou simplifiés en France, en Allemagne (Kurzarbeit), en Italie et aux Pays-Bas.

Le **maintien de l'emploi** est aussi garanti/promu par d'autres moyens. En Chine, le gouvernement a émis un avis pour s'assurer qu'on ne mettrait pas fin aux contrats des travailleurs immigrés en cas de maladie ou de mesures de confinement.

Les allocations chômage ont été étendues dans plusieurs pays. Aux Philippines, le système de sécurité sociale est prêt à verser des prestations de chômage à quelque 30 000 à 60 000 travailleurs qui devraient perdre leur emploi suite à d'éventuels licenciements ou fermetures d'entreprises. Les **prestations d'aide sociale** ou d'autres formes de transferts en espèces sont utilisées dans certains pays pour améliorer la sécurité du revenu et pour doper la demande globale. A Hong-Kong, les résidents adultes vont recevoir une aide ponctuelle de 1 280 dollars, ce qui devrait stimuler l'économie d'1 pour cent.

Allègements fiscaux et de charges financières (y compris pour les PME et les microentreprises):

Des allègements fiscaux et de charges financières ont été introduits dans plusieurs pays. Le Royaume-Uni a mis en place un système de garantie des prêts et découverts à hauteur de 80 pour cent pour les PME, et va débloquer 2,2 milliards de livres supplémentaires pour que les autorités locales puissent soutenir les petites entreprises. La Corée du Sud a annoncé des baisses de TVA pour les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur ou égal à 60 millions de KRW et l'extension du fonds de soutien spécial aux petits commerçants et aux PME. En France, les mesures d'allègement de taxes permettent aux entreprises de reporter «sans justifications, formalités ni pénalités» le paiement de leurs cotisations et taxes dues en mars 2020. Les sociétés affectées pourront aussi bénéficier du report de leurs échéances sociales et fiscales, voire d'abattements fiscaux dans les situations les plus graves et difficiles.



Ces mesures contribueront sans aucun doute à contenir la pandémie, à répondre aux besoins d'urgence qu'elle génère et à préparer une reprise progressive, mais il est clair qu'il faut en faire davantage. Les crises antérieures et les expériences des pays, qui ont réagi trop tard dans le contexte de l'actuelle crise du COVID-19, montrent combien la préparation et l'action précoce sont déterminantes.

Annexe I: Estimation de l'impact du COVID-19 sur le monde du travail

L'OIT actualise régulièrement une série de modèles économétriques qui servent à produire des estimations des indicateurs du marché du travail pour les pays et les années pour lesquels les données nationales ne sont pas disponibles. Le but de ces estimations pour des pays dont les données font défaut est d'obtenir un ensemble de données de panel équilibré afin que, tous les ans, on puisse calculer des agrégats régionaux et mondiaux avec une couverture géographique constante. Ces agrégats permettent à l'OIT d'analyser les estimations mondiales et régionales des indicateurs clés du marché du travail et les tendances correspondantes.

Fondés sur l'analyse disponible de l'impact du COVID-19 sur la croissance économique (PIB), plusieurs scénarios peuvent être étudiés pour obtenir une échelle de résultats plausibles quant à l'impact du virus sur l'emploi (le chômage). Les estimations économiques utilisées dans la modélisation de l'OIT de l'impact sur le marché du travail s'appuient sur McKibbin et Fernando (2020)¹¹ qui ont appliqué une gamme de chocs d'offre et de demande à un modèle hybride DSGE/CGE global, avec l'hypothèse qu'au cours de l'année tous les pays allaient souffrir de l'épidémie¹². Cette étude propose trois scénarios possibles selon l'ampleur des effets du virus (faible, moyenne, élevée). Grâce à ces trois scénarios, on obtient trois séries d'estimations du chômage:

- Selon le scénario «optimiste» dans lequel la croissance du PIB chuterait d'environ 2 pour cent, le chômage mondial augmenterait de **5,3 millions**, dans une fourchette de 3,5 à 7 millions¹³.
- Selon le scénario «moyen» dans lequel la croissance du PIB chuterait de 4 pour cent, le chômage mondial augmenterait de **13 millions** (7,4 millions dans les pays à revenu élevé), dans une fourchette de 7,7 à 18,3 millions.
- Selon le scénario «pessimiste» dans lequel le COVID-19 aurait de graves effets perturbateurs, réduisant la croissance du PIB d'environ 8 pour cent, le chômage mondial augmenterait de **24,7 millions**, dans une fourchette de 13 à 36 millions.

¹¹ McKibbin, W. et R. Fernando (2020) The Global Macroeconomic Impacts of COVID-19: Seven Scenarios. <https://www.brookings.edu/research/the-global-macroeconomic-impacts-of-covid-19-seven-scenarios/>

¹² Les auteurs appliquent les mêmes chocs dans tous les pays. L'effet sur la croissance du PIB diffère quelque peu entre les pays, notamment entre pays à revenu élevé et pays à revenu intermédiaire, mais ils sont généralement de magnitude comparable.

¹³ Cette incertitude découle de la marge d'erreur quant à l'impact sur le chômage du scénario de croissance du PIB.

Annexe II: Les leçons du passé: quelques grands enseignements valables pour cette crise

Cette pandémie est unique à bien des égards, mais il n'en reste pas moins que nous pouvons tirer des enseignements des crises économiques antérieures (par exemple, la crise financière mondiale) ainsi que des précédentes épidémies (par exemple, la grippe aviaire et la grippe porcine, le SARS, le MERS, la maladie à virus Ebola), qui mettent en exergue le rôle central de l'emploi, de la protection sociale et du dialogue social dans les politiques de lutte et de rétablissement.

Il est indispensable de disposer de données précises, fiables et transparentes en temps voulu, non seulement pour lutter contre la pandémie mais aussi pour réduire les incertitudes et doper la confiance à tous les niveaux de l'économie et de la société, y compris au travail. Une baisse de la confiance, ou un manque de confiance, affecte les dépenses des consommateurs et les investissements des entreprises, induisant un ralentissement économique et freinant la reprise.

Les lieux de travail sont des centres névralgiques pour diffuser des informations, pour communiquer et sensibiliser sur la sécurité et la santé au travail, y compris les mesures de protection et de prévention visant à réduire la propagation des maladies infectieuses. Ce qui, par ricochet, contribue à réduire les répercussions sociales et économiques de ces maladies, notamment en protégeant les emplois, surtout dans les secteurs les plus touchés. Les [organisations de] travailleurs et les employeurs peuvent collaborer afin de promouvoir la prévention, la prise de conscience et le renforcement des capacités de leurs membres, ainsi que l'application de pratiques de sécurité et de santé au travail à l'échelon du lieu de travail, conformes aux normes internationales du travail.

Contrairement aux approches parcellaires, les interventions d'ampleur peuvent faire la différence, surtout quand elles sont dotées de ressources généreuses (par exemple, des politiques fiscales proactives) et des solutions politiques innovantes (par exemple, des programmes de transfert en espèces de types nouveaux et variés à l'intention de groupes cibles). Elles sont primordiales pour préserver le niveau de vie des populations affectées et stimuler une reprise tirée par la demande.

Les segments de la main-d'œuvre qui sont les plus durement touchés requièrent une attention particulière. Comme on l'a constaté pendant la Grande récession, les jeunes et les plus de 55 ans ont généralement davantage besoin d'aide pour retrouver leur situation

professionnelle¹⁴. La crise de la maladie à virus Ebola nous l'a appris: dans les urgences sanitaires, certaines catégories sont particulièrement vulnérables (par exemple, les professionnels de santé et les femmes, compte tenu de leur rôle d'aidant).

Il est fondamental de privilégier l'emploi, y compris le travail indépendant, pour faciliter le processus de redressement. Les réponses passées aux urgences sanitaires et aux catastrophes naturelles ont montré que les investissements à haute intensité de main-d'œuvre dans les infrastructures et les services de santé, d'eau, d'assainissement et d'hygiène sont un important moyen de création immédiate d'emplois en période de crise. Les politiques qui favorisent le développement des compétences et l'entrepreneuriat atténuent l'impact du chômage.

Les systèmes de protection sociale et les infrastructures publiques de services sociaux renforcent la résilience, permettant aux sociétés de faire face aux urgences à très court terme et d'atténuer l'impact de possibles crises à venir. Les systèmes de sécurité sociale, s'ils sont efficaces et effectifs, sont de puissants stabilisateurs économiques et sociaux des économies et des sociétés, surtout s'ils sont déjà en place avant que la crise ne frappe. Le rôle de la protection sociale qui soutient la demande globale en période de crise est largement admis. L'épidémie d'Ebola dans des régions d'Afrique de l'Ouest a montré qu'en cas d'épidémie l'absence de mesures de protection sociale aggravait la pauvreté, le chômage et l'informalité, enclenchant un cercle vicieux de fragilité accrue.

Une préparation à tous les niveaux est essentielle pour atténuer les effets et augmenter la résilience, en protégeant les emplois, les entreprises et les moyens d'existence. En se fondant sur les précédentes épidémies, on constate que les plans de continuité de l'activité ont prouvé qu'ils permettaient de gérer ces temps incertains et favorisaient la pérennité des entreprises en identifiant les risques et en les gérant; en comprenant les priorités des entreprises, les produits et services essentiels; en établissant des plans d'intervention; et en prenant des mesures pour limiter les perturbations et s'assurer que les lieux de travail et les travailleurs sont protégés et préparés.

Le dialogue social entre gouvernements et partenaires sociaux, s'il est constructif et constant, joue un rôle crucial pour élaborer des réponses efficaces au niveau de l'entreprise, du secteur d'activité et au niveau macroéconomique, comme l'ont démontré les crises économiques historiques. Les gouvernements ne peuvent, par une action unilatérale, s'attaquer aux causes et aux conséquences des crises, ni même garantir la stabilité sociale et la reprise. Le dialogue social est un outil irremplaçable pour gérer la crise de manière équilibrée et accélérer la reprise, ainsi qu'un précieux instrument de gouvernance en matière de changement. Des

¹⁴ Lee, A et Cho, J (2016) «The impact of epidemics on labor market: Identifying victims of the Middle East Respiratory Syndrome in the Korean labor market» dans l'International Journal for Equity in Health. 2016



Organisation
internationale
du Travail

canaux de communication bien établis et un dialogue permanent avec le gouvernement sont essentiels pour permettre aux organisations d'employeurs et de travailleurs de gérer la restructuration des entreprises de manière durable et de préserver les emplois.